

Pourquoi le PS en Wallonie n'est pas encore mort

Le parti a déjà connu de graves crises dans le passé. Et il peut toujours compter sur un pilier institutionnel solide.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

La Wallonie vit-elle un tournant de son histoire avec l'éviction du PS des différentes majorités gouvernementales? Peut-on imaginer la Wallonie gouvernée sans le PS? La même question s'était posée à la fin des années nonante lorsque le CVP s'était retrouvé dans l'opposition pour la première fois depuis la guerre. C'était la fin de «l'Etat CVP». Aujourd'hui, on vit peut-être la fin de «l'Etat PS».

Une première nuance s'impose d'abord. Partout en Europe, on observe une érosion des partis de gauche, et du Parti socialiste en particulier. Le phénomène n'est donc pas uniquement wallon.

Cela étant, plusieurs raisons donnent à croire que le PS n'est pas encore mort. Premièrement, ce n'est pas la première fois que le parti traverse une mauvaise passe. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ce qui s'appelait encore le Parti ouvrier belge (POB) a vu le nombre de ses militants brutalement fondre de 600.000 à 200.000. Deux raisons à cette déconfiture: certains socia-

listes, comme Henri De Man, avaient collaboré avec l'ennemi et la concurrence du parti communiste était très forte (tiens tiens, ça ne vous dit rien?). Bref, le PS, dans sa longue histoire, en a vu d'autres...

Deuxièmement, le PS peut toujours s'appuyer sur son pilier institutionnel: syndicat, mutuelle, hôpitaux, associations, etc. «Ces piliers se sont certes affaiblis au fil du temps mais ils demeurent des réalités tangibles, comme on l'observe sur les questions d'enseignement par exemple», observe Vincent Delcorps, historien chargé de cours à l'UCL.

Inertie francophone

Troisièmement enfin, il y a une certaine inertie chez les électeurs. «À certains égards, la Belgique – francophone surtout – est souvent plus lente. Il y a chez nous un certain conservatisme. On continue parfois à regarder la société et le paysage politique avec des grilles du passé», constate Vincent Delcorps.

Mais en même temps, il ne voit pas pourquoi de grands changements politiques ne pourraient pas avoir lieu chez nous. «Croire que le PS est éternel est un mythe! Le parti, en lui-même, pourrait parfaitement disparaître, changer de nom, fusionner, se subdiviser, implorer. C'est possible. Et cela pourrait même être salutaire. En re-

vanche, je crois moins, pour le moment en tout cas, à la disparition du pilier socialiste ou laïc.»

«L'enjeu central, c'est la disparition du salariat industriel, résume Philippe Destatte, directeur de l'Institut Jules Destrée. Dès le milieu des années 1990, plus aucune commune wallonne, même Seraing, ne comptait une population de travailleurs majoritairement occupée dans le secteur secondaire. Le PS a tenté de compenser cet affaissement électoral en cherchant de nouveaux chantiers, mais sans jusqu'ici véritablement reconstituer une base électorale suffisante pour assurer un leadership aussi important qu'il ne l'espérait.»

Reste la question: le PS peut-il un jour revenir à l'avant-plan? «Sans aucun doute, répond Philippe Destatte. Tout comme le PS français, il peut rebondir rapidement et retrouver son étiage dès les prochaines élections ou les suivantes. Cela dit, le mode de scrutin belge tempère les mouvements électoraux et la base militante du PS belge a toujours été plus dense qu'en France.»

Tout dépendra, selon lui, de la capacité du parti à se renouveler et à s'adapter au XXI^e siècle. «S'il est dans l'opposition pendant quelque temps, cela l'aidera à se reformater, à se restructurer en profondeur, à se repositionner par rapport à l'extrême gauche et aux écologistes.»

De Wever redoute surtout un axe MR-cdH

L'éviction du PS des exécutifs en Wallonie et à Bruxelles pourrait contrarier les desseins confédéralistes de la N-VA.

En Flandre, l'éviction du PS a suscité des réactions partagées. «D'une part, depuis le scandale du Samusocial à Bruxelles, l'attitude anti-PS de la N-VA s'est étendue aux autres partis politiques en Flandre, y compris au sp.a, constate Nicolas Bouteca, politologue à l'Université de Gand. D'autre part, certains – surtout chez Groen – souhaitent que l'appel en faveur d'une nouvelle culture politique trouve un écho en Flandre également, car on a quand même eu le scandale de Publi-part à Gand.»

Quant à savoir si la Wallonie sans le PS ne risque pas de contrarier les desseins confédéralistes de Bart De

Wever, Nicolas Bouteca voit deux scénarios possibles.

«Soit les électeurs déçus du PS se tournent vers le PTB et alors, on reste avec l'image d'une Wallonie de gauche contre une Flandre ancrée à droite. Soit les électeurs du PS se tournent vers le cdH et le MR et alors Bart De Wever aura un problème. Car un axe cdH-MR, surtout s'il se prolonge au-delà de 2019, signifierait le retour du courant belge-ciste. De plus, un retour du cdH au Fédéral ferait pencher le gouvernement moins à droite, et dès lors les Wallons seraient moins tentés par l'option confédérale.»

Les ambitions de Maingain

Ce qui pourrait en revanche rallumer le feu communautaire, selon Nicolas Bouteca, ce sont les nou-

velles prétentions de DÉFI et de son président Olivier Maingain.

«Les vols de nuit, explique le politologue, pourraient crispier les relations communautaires, car il s'agit d'un dossier qui combine les arguments économiques et nationalistes. C'est un cocktail qui marche beaucoup mieux que les traditionnelles revendications culturelles et linguistiques. Lorsqu'on attaque sur les vols de nuit, c'est l'emploi flamand à Zaventem qu'on vise, tout comme quand les Flamands s'en prennent aux exportations d'armes fabriquées par la FN Herstal.»

Enfin, le politologue gantois note l'attitude attentiste des partis flamands à Bruxelles. «Il est frappant de constater à quel point ils ont décidé de confier leur sort aux partis francophones.»

JEAN-PAUL BOMBAERTS